

## "Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008 Crise et Révolution

samedi 13 décembre 2008 par [Christian Tirefort](#)

Vous pouvez lire ci-dessous la contribution au débat traitant de l'aspect politique de la crise déclenchée par le krach immobilier de juin 2007. Elle évolue maintenant en crise de système sur un plan mondial. Une deuxième partie traitant plus spécialement de la mécanique des crises aujourd'hui, sous le règne du capital financier, sera mise en ligne dès le 18 décembre 2008 sous le sous-titre "2. La crise vue d'un point de vue économique".

Incontestablement la crise dont la phase aiguë s'est déclenchée avec l'affaire dite « des subprime » aux EU a une signification historique. Elle est à comparer à ce que furent les révélations khrouchtchéviennes sur les « crimes du stalinisme » pour le régime soviétique, une perte de crédibilité dévastatrice ponctuée d'actions (l'invasion de la Hongrie, de l'ex Tchécoslovaquie) ne servant au mieux qu'à retarder des échéances inéluctables de manière totalement autoritaire. Le sauvetage des banques à coups de milliers de milliards de dollars est une de ces mesures. Il sera suivi de nombreuses autres mesures, toutes aussi autoritaires et inopérantes parce que destinées à soigner les symptômes en évitant soigneusement d'aborder les causes.

Dire que cette crise redistribue les cartes est aussi vrai, mais cela ne signifie pas que ces cartes seront automatiquement bien jouées, elles peuvent aussi être bradées, ce qui aboutirait à des résultats contraires à ceux désirés. Cela est également valable pour la gauche. Elle a maintenant en mains la carte de la perte de crédibilité du système capitaliste, elle peut la jouer comme il faut en augmentant sa propre crédibilité, ou la brader en se joignant à ceux et celles qui essaient de soigner le malade, sauver le capitalisme. C'est malheureusement aujourd'hui l'attitude de la majorité de la gauche, espérons-le pas de manière définitive.

Soyons précis, augmenter sa propre crédibilité ne signifie pas seulement revendiquer des mesures sensées améliorer la situation des travailleurs alors que celle-ci se dégrade sans cesse, elle consiste à proposer une autre systémique que celle en place, donc à proposer une autre manière de produire centrée sur les besoins des milliards d'individus plongés dans la précarité, une autre manière de répartir, non pas à partir du profit, mais à partir de l'insertion sociale et la mise en œuvre de la faculté de faire que nous portons tous et toutes en nous, une autre manière d'échanger, non plus à partir des critères marchands, donc de ceux qui

## **"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008**

### **Crise et Révolution**

ont de l'argent et qui veulent en faire plus, mais à partir des besoins des populations et des conditions naturelles de production.

C'est ce type de projet qui doit être dressé face à l'ancien qui perd sa crédibilité.

#### **La place et la fonction des réformes**

Est-ce à dire que ce type de projet exclut les réformes ? Bien sûr que non ! Opposer notre projet de société centré sur les besoins des travailleurs à celui en place qui perd toujours plus de sa crédibilité, ce n'est pas refuser des réformes, mais c'est les concevoir comme des étapes, des chemins convergents vers l'autre société. Ceux ou celles qui aujourd'hui opposent un processus de réformes à un processus révolutionnaire, diabolisent le processus révolutionnaire et s'enferment dans des réformes nécessairement à courte vue. De ce fait, ils se privent de la boussole indiquant où aller. Dans ce cadre les réformes apparaissent alors tout autant peu crédibles que le vieux système, et elles ne sont pas portées par le monde du travail. Conçues pour améliorer le système, je dirai « prolonger l'agonie du moribond », elles finissent par être imposées d'en haut.

Il n'y a donc pas d'un côté le réformisme et de l'autre la révolution, mais il y a des réformes qui s'inscrivent dans un projet de plus en plus crédible d'une autre société et des réformes qui s'inscrivent dans un processus de moins en moins crédible d'aménagement de l'ancienne société.

Chacun peut en tout temps choisir, s'il ne le fait pas, il laisse faire ce qui est en route. Ceux et celles qui prétendent se battre pour certaines causes sans faire de politique tombent objectivement dans ce piège.

Il y a des moments cependant où le refus de choisir n'est pas un simple abstentionnisme, mais est un signal que la perte de crédibilité d'un système n'est pas compensée par le gain de crédibilité d'un autre système, le plus souvent parce qu'il n'existe pas encore. Dans ce cas, le refus de choisir est une position d'attente qui nous interpelle tous sur le manque de crédibilité de notre propre projet.

#### **Sommes-nous devant des pages blanches ?**

La crise actuelle redistribue les cartes, elle nous place devant un choix, c'est incontestable. Comment jouer ces cartes ? Mais cette crise ne nous

## **"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008**

### **Crise et Révolution**

place pas devant un livre où toutes les pages seraient blanches. La moitié de ces pages sont écrites, c'est celles du vieux projet en voie de réalisation.

#### **Le vieux projet**

Ses pages déjà écrites ont commencé dans les années 70, avec la prise du pouvoir du capitalisme financier sur le capitalisme industriel, et le processus long mais inéluctable de précarisation du monde du travail, les politiques dites « néolibérales ». Cette phase a mené à une première grande secousse à la fin des années 90, la crise de ladite « nouvelle économie ». Celle-ci a abouti à la politique monétaire Grenspannienne dès le début du 3e millénaire, la vieille illusion de l'accès populaire à la propriété, ici concrétisée dans l'accès « de tous », y compris des plus pauvres, à la propriété de son logement. Cette politique a trouvé son épilogue dramatique dans le courant de 2007, ce n'est pas quelques milliers de personnes insolvables qui ont été mises à la rue, mais quelques millions. Le système n'a pas bougé pour sauver ces millions de personnes désormais sans toit, mais il a été pris de panique lorsqu'il a compris deux choses : premièrement, le système financier était complètement imbibé de « produits financiers » pourris, des « fruits » d'une spéculation de plus en plus effrénée ; deuxièmement, les dettes d'acteurs économiques insolvables avaient été retitrées, transformées en actifs sonnants et trébuchants, le tout mixé dans d'énormes Jack Pot.

Tout s'accélère alors. Le chapitre des « subprime » n'est pas terminé qu'un autre s'ouvre, celui des milliers de milliards de dollars pour sauver les banques et éviter l'effondrement du système financier. Il a quelque chose d'indécent, pas un sous pour les millions de sans toit, mais des trillions pour quelques banques. Là, non seulement les financiers perdent leur crédibilité, mais les politiques aussi : tous déplorent d'en arriver là, mais aucun n'offre une autre porte de sortie, tous souscrivent aux plans de sauvetage des banques.

Cela ouvre le chapitre suivant, une suite logique du précédent, non seulement des millions de citoyens sont privés de toit, mais des millions de travailleurs se retrouvent sans emploi : durant le seul mois de novembre, 530.000 emplois sont biffés uniquement aux Etats-Unis. Tous les secteurs sont concernés...

Les pages suivantes de la saga capitaliste sont à l'état de projet, parfaitement prévisibles : il n'y aura plus d'argent pour les « acquis » sociaux pourtant déjà bien entamés par les politiques néolibérales,

## **"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008**

### **Crise et Révolution**

l'économie dite « réelle » devra se rétrécir, être adaptée aux nouvelles normes solvables, il y aura encore plus de misère, face à cela la concentration de la richesse sociale se poursuivra, moins de riches seront de plus en plus riches, et tout cela devra être contenu par des politiques de plus en plus autoritaires.

La partie du livre de l'ancien système est grand ouverte, ses pages sont loin d'être blanches pour qui se donne la peine de les lire.

Je vois vos regards, tout cela paraît bien décourageant, un tableau écrit en noir sur lequel se profilent quelques gribouillis « étrangers », des réformes. Oui, ces pages, celles du vieux projet, sont bien sombres, mais il y en a d'autres, à peine esquissées, encore à écrire, celles de notre projet.

#### **Notre projet**

En regardant nos pages, celles qui devraient décrire notre projet, nous nous trouvons pris de vertige, un vide apparemment abyssal et les luttes d'aujourd'hui semblent encore plus s'inscrire dans le vieux projet que dans un nouveau projet de société. Seules les pages décrivant ce qu'il ne faut pas faire semblent peu à peu digérées, et encore, bien souvent plus vomies que digérées, le bébé est jeté avec l'eau du bain.

Ces pages sont celles des expériences dites « marxistes », ou encore « communistes ». Le vide vient de ce que dès les années 80 le vieux projet, le capitalisme, n'avait plus d'adversaire. Les expériences, y compris les plus positives, par exemple la Commune de Paris, les expériences de production communautaires sous la république espagnole, et les aspects positifs, quoique déformés, des expériences dites « marxistes » sont oubliées, voir rejetées. D'un point de vue plus immédiat les luttes revendicatives, à part strictement défensives, ont elles aussi perdus leur crédibilité, elles s'inscrivent encore trop dans le vieux projet, elles souffrent de sa perte de crédibilité.

Mais cela peut aussi être « le calme avant la tempête ». Plusieurs facteurs sont à prendre en compte : premièrement la longueur des grèves (Filtrona à Renens, la Boilat dans le Jura, les ateliers CFF de Bellinzona) paraissent indiquer que les travailleurs ont conscience de la nouvelle donne, ils ne connaissent simplement pas encore leurs cartes ; deuxièmement, la partie des travailleurs qui se tourne vers la droite musclée reste limitée, la grande majorité est dans l'attente, mais elle ne place plus sa confiance dans le projet réformiste social-démocrate (voir

## **"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008**

### **Crise et Révolution**

la faiblesse des luttes revendicatives, la manif pour exiger un plus grand contrôle des banques sauvées par l'état a été misérable).

Ce qui se passe aujourd'hui montre bien que nos pages ne s'écriront pas toutes seules, que nous devons nous y atteler. Nous avons le choix : ignorer ce fait, alors notre contribution sera d'informes gribouillis dans les pages du vieux projet, ou esquisser notre propre projet, se mettre au travail même si c'est dans des tout petits groupes sans rapports entre eux, transformer les esquisses en propositions de plus en plus crédibles qui diront comment produire, comment répartir, comment échanger. Sur cette base établir nos stratégies. On verra peut-être que le camp de la bourgeoisie se disloquera, que le gros des populations aura sa boussole et apprendra à la lire, que le camp des travailleurs s'unifiera peu à peu et imposera son propre projet. Il ne faudra alors jamais l'oublier : une perspective révolutionnaire, c'est constamment chercher à changer la société, interpréter et chercher à comprendre les phénomènes dans ce but, devenir plus crédible que ceux qui s'accrochent au vieux projet et qui pensent que l'Histoire s'est arrêtée avec le capitalisme.

#### **Nos instruments**

Nous avons une Histoire et des instruments.

Notre Histoire commence réellement avec la Commune de Paris, elle est passée par les tentatives dites marxistes, par les expériences acquises dans des moments clés comme celui de la République espagnole, dans les conquêtes du New Deal, du Front populaire, des « Trentes Glorieuses ». Cette Histoire, il ne faut pas la vomir, mais la digérer.

Nous avons aussi des instruments. Nous savons qu'il est possible de repérer les mécanismes qui condamnent le capitalisme. Karl Marx est bien souvent décrié, mais il nous a laissé une méthodologie qui permet d'analyser le capitalisme de manière critique. Il faut que nous devenions capable d'aller plus loin et de décrire les contours d'une autre société, celle des travailleurs. Cela passe indiscutablement par une réponse à la question « comment produire autrement que pour le profit ? » et cela passe aussi par la capacité des travailleurs de déterminer eux-mêmes, et collectivement, les conditions de la mise en œuvre de leur faculté de faire, « leur force de travail » disait Marx, donc par la réponse à la question « Qu'est-ce qui commandera cette mise en œuvre, le profit ou les besoins ? »

## **"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008**

### **Crise et Révolution**

Décrire les mécanismes économiques qui conduisent aux crises capitalistes serait trop long ici. Il faudrait expliquer la contradiction de plus en plus crasse entre ce que nous serions capables de produire et la misère qui croît. Il faudrait expliquer que finalement cela conduit à une disharmonie au sein même du capital, disharmonie entre la part théoriquement affectée au développement de l'instrument social de production et celle affectée à la satisfaction des besoins, en gros les salaires. Il faudrait expliquer comment le capital répond à la baisse tendancielle du taux de profit, et il faudrait aussi expliquer que ce que certains repèrent comme des crises, par exemple la crise environnementale, la crise pétrolière, ne sont que des résultats de la contradiction centrale du capitalisme, sa tendance à accumuler sans fin du profit, et à limiter quasiment sans limite la part consacrée à la satisfaction des besoins des populations.

Pour cela je vous recommande de visiter la home page « [travail-et-salariat.org](http://travail-et-salariat.org) ». Vous y trouverez le texte de cet exposé ainsi que ses prolongements sous l'angle de l'économie politique.

Christian Tirefort, le 12.12.2008